



Après le 29 janvier et le 19 mars,

Ensemble le 1^{er} mai pour gagner !

Les organisations syndicales

CFDT- CFE/CGC- CFTC- CGT- FO- FSU- Solidaires- UNSA

appellent les salariés, retraités et privés d'emploi

*29 janvier :
2,5 millions.*

**19 mars :
3 millions.**

**1^{er} mai :
Encore plus
nombreux**

**60% des Français
veulent des suites au
19mars.**

**57% des français font
confiance aux syndi-
cats.**

**60% veulent des
négociations
avancées par les
syndicats.**

**Travailler plus, pour
gagner plus !!!**

***Ce que ne disait pas
cette promesse du
candidat Sarkozy,***

***c'est que le gagner
plus ne s'adressait
pas aux salariés !***

Le doute s'installe dans le gouvernement et le patronat du fait de la participation des salariés toujours plus importante dans les grèves et les manifestations et de leur détermination à se faire entendre sur leur lieu de travail et de vie. Partout la colère monte !

Pour s'en convaincre, il faut savoir que même des sénateurs jugent intolérable le niveau d'arrogance des patrons qui au cœur de la crise s'octroient parachutes dorés et stock-options. Le Sénat a donc voté un amendement pour réduire le niveau des rémunérations de cette nature.

Autre exemple, la légitimité du bouclier fiscal est sérieusement remise en cause, y compris dans le camp politique du Président de la République ! La crédibilité de Nicolas Sarkozy est sérieusement écornée. Les sondages l'attestent jour après jour, élu sur un mensonge les salariés, actifs et retraités ne veulent plus s'en laisser compter.

Dans les entreprises, dans les services où pleuvent les plans sociaux et les réductions de postes, l'action commence à payer et des reculs significatifs sont arrachés sur des projets qu'on nous présentait comme incontournables.

La crise économique et sociale touche tout le monde. En plus, des salariés victimes de plans sociaux, il y a celles et ceux, très (trop) nombreux, concernés par la perte d'emploi du fait de la précarité ou qui, parce qu'ils travaillent dans de très petites entreprises, voient leurs droits foulés aux pieds.

Les fonctionnaires ne sont pas en reste, on veut nous faire croire qu'ils seraient un poids pour la société et inefficaces dans leurs missions. C'est pour cela que les différentes fonctions publiques subissent un plan social sans précédents, alors que la situation dicte la mise en place de moyens humains et financiers dans les écoles, les hôpitaux, dans les transports, à la Poste, ... etc. .

pour les retraités le niveau des pensions est largement insuffisant, rendant difficile voire impossible l'accès à la santé, au logement aux maisons de retraite. Et ce n'est pas mieux pour les jeunes à qui l'on retire toute autonomie et droits en les enfermant dans le sous emploi et la précarité, leur interdisant de se construire un avenir...

Ensemble amplifions le mouvement social

Exigeons :

Une vraie politique de l'emploi :

- Des créations d'emplois stables qualifiés et reconnus
- Un moratoire sur les suppressions massives de postes dans la fonction publique.

Exigeons :

L'arrêt des licenciements abusifs

- L'obligation de remboursement des aides publiques pour les entreprises qui annoncent des licenciements
- Droit de veto pour les salariés sur les Plans de Sauvetage de l'Emploi.

Exigeons :

Des mesures concrètes pour le pouvoir d'achat et les salaires.

Exigeons :

Une vraie protection sociale

- Le droit aux soins pour toutes et tous.
- Le droit à une Sécurité sociale professionnelle tout au long de la vie.
- Le retrait de la loi Hôpital Patient Santé Territoires.

Exigeons :

Le maintien de la retraite par répartition.

- La retraite à 60 ans à taux plein;
- Un calcul des pensions sur la base de 75% du salaire antérieur,
- Et l'indexation des pensions sur les salaires.

Exigeons :

Le développement des services publics pour tous

- Des services publics de qualité.
- Des services publics de proximité pour favoriser le développement industriel, la cohésion et la justice sociale sur l'ensemble du territoire.

Pour toutes et tous, femmes et hommes, cadres ouvriers ou employés, le pouvoir d'achat se réduit comme une peau de chagrin. 50 % des français déclarent ne pas pouvoir partir en vacances cette année faute de moyens.

Il est évident que, pour sortir de la crise, la priorité doit être mise sur l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, et non pas sur celle des stocks options, dividendes et autres parachutes dorés.

Sur les lieux de travail et dans les services : réunissons nous, débattons et décidons de formes d'action. Ensuite, ensemble et unis, exigeons que l'on réponde aux revendications.

Dans les zones industrielles, commerciales ou artisanales : réunissons nous entre salariés, discutons, organisons nous pour ne plus se sentir seuls. Parce que le nombre fait la force donnons nous toutes les chances de gagner.

Dans les localités : retraités, handicapés, privés d'emploi et précaires : il est possible de s'organiser pour exiger, pour les uns la sécurité d'un emploi stable ; pour les autres du travail tout simplement ou encore de meilleures retraites et pensions, et pour tous une protection sociale qui ne laisse pas à l'écart les malades, les personnes handicapées, et les personnes en grande détresse sociale. Il s'agit tout simplement de maintenir la philosophie du Conseil National de la Résistance dont sont issus les organismes de protection sociale que le monde nous envie.

Chacune et chacun compte et comptera pour gagner sur l'emploi, les salaires, la protection sociale et les services publics.



Rassemblement 10h30

Place de Catalogne - Perpignan

Autres lieux de rassemblement dans le département

ALENYA place de la Mairie 10h30 / **ARGELES** Espace Liberté 10h00 / **CERET** Place de la Mairie 10h30
ELNE Plateau des Garaffes 10h30 / **ESTAGEL** Salle des Fêtes Arago 10h30
ILLE SUR TET Devant la Mairie 10h00 / **PALAU DEL VIDRE** Foyer Communal 10h00
PORT VENDRES Monuments aux morts 11h00 / **PRADES** Place de la Mairie 10h30
RIVESALTES Place Général De Gaulle 10h30 / **SAINT LAURENT DE CERDAN** Devant le syndicat 10h30